

► **Santé** : délais d'attente, manque de prise en charge et d'information pour les femmes

La Normandie souffre du manque de gynécologues

■ La gynécologie médicale, qui prend en charge toutes les questions qu'une femme rencontre dans sa vie, est en grande difficulté avec un déficit alarmant de spécialistes. Explications.

■ A l'hôpital d'Évreux, depuis deux ans, des sages-femmes du pôle gynécologique font des consultations pour pallier le manque de gynécologues dans le département de l'Eure. Reportage.

■ L'Union régionale des médecins libéraux de Normandie lance de son côté une campagne d'information pour inciter les femmes à consulter leur généraliste pour les questions gynécologiques. Entretien.



Au centre, la docteur Elise Machevin, à gauche Laurence Galeja et à droite Laurence Gasta, sages-femmes (photo A. U.)

Spécificité française arrêtée en 1987, la gynécologie médicale est en voie de disparition : à peine 1 200 gynécologues médicaux - hors obstétriciens -, pour une population de 28 millions de femmes au-dessus de 16 ans d'après une enquête du Monde de décembre 2017. Selon le quotidien du soir, il n'en resterait « que 531 en 2025, contre 1 648 en 2010 ». Un phénomène inquiétant pour la santé des femmes qui touche aussi bien les grandes villes que les zones rurales. La Normandie, où la démographie médicale en berne est endémique, n'est pas épargnée alors que l'incidence du cancer du sein et du col de l'utérus est plus importante en Haute-Normandie que dans d'autres régions.

« Il fallait prendre les devants ! »

Le Centre Hospitalier Eure-et-Seine - hôpitaux d'Évreux et de Vernon - n'a pas attendu la publication de ces chiffres alarmistes pour prendre les devants. En janvier 2016, le service gynécologie de cet hôpital public - 10 salles de consultations, une salle de naissance, 20 consultations quotidiennes en moyenne et 1 700 patientes suivies en 2017 - a ouvert des consultations avec trois sages-femmes. « Il ne reste que trois gynécologues à Évreux, il y avait une réelle demande », indique la docteur **Elise Machevin**, chef de service. « Ce désert médical n'est pas lié qu'à Évreux. Ma mère est gynécologue à Paris, elle prend sa retraite et ne trouve pas de remplaçant », confie la médecin. « La gynécologie médicale disparaît, il fallait trouver de nouveaux fonctionnements. Ces problèmes nationaux se sont manifestés avant chez nous, il fallait prendre les devants ! » Trois sages-femmes ont ainsi été formées après un an d'étude et l'obtention d'un diplôme universitaire. Profession médicale à compé-

tences définies, les sages-femmes assurent également le suivi gynécologique des femmes en bonne santé. L'exercice de la profession va bien au-delà de la pratique des seuls accouchements et elles ont notamment la compétence pour la réalisation de consultations de contraception et de suivi gynécologique de prévention. « Nous faisons les frottis, la pose de stérilet, les prescriptions de pilule ou les consultations IVG », explique **Laurence Galeja**, sage-femme depuis 1997.

« Pour les diagnostics, les pathologies graves, il y a plusieurs gynécologues dans le service. Cela permet de régler beaucoup de problèmes pour les Ébroïciennes », souligne la docteur Machevin. « Je recevais beaucoup d'appels pour des frottis, beaucoup de femmes refusent aussi de voir leur médecin traitant et certains généralistes ne veulent pas faire ce genre de pratique... D'une manière générale, les femmes préfèrent montrer leur intimité à une femme. Pour nous c'est une bonne association et les consultations à l'hôpital fonctionnent bien ! » Un avis partagé par Laurence Galeja : « Les patientes sont contentes, déjà parce que je suis une femme. Une consultation dure 20 à 30 minutes, nous parlons beaucoup. On aborde plein de choses comme la sexualité après l'accouchement... Ce n'est pas toujours facile avec son médecin traitant. Beaucoup de

femmes n'aiment pas parler de leurs problèmes au téléphone lors de la prise de rendez-vous, nous faisons un second tri et si ce n'est pas pour nous, elles repartent avec un autre rendez-vous dans des délais courts. Nous sommes toutes contentes de notre travail et nous avons vraiment l'impression d'être utiles. »

Les médecins généralistes se retrouvent eux aussi en première ligne. « 85 % d'entre nous font des consultations gynécologiques comme dans les autres pays d'Europe ou le Canada », remarque le docteur **Stéphane Pertuet**, médecin généraliste à **Barentin** (lire page 11). Il insiste sur l'information faite aux patientes. « Dans ce pays il y a des femmes qui ne savent pas que les généralistes peuvent intervenir pour des soins gynécologiques. Il y a une méconnaissance. C'est surtout dû au fait que dès que ça se passe en dessous de la ceinture, on pense qu'il faut un spécialiste... Les femmes font ce qu'elles veulent mais il faut avoir une logique de santé publique pour celles qui n'ont pas de gynécologue ou qui n'ont pas envie d'en

voir un ! Il faut donc en parler à son généraliste. C'est cela l'important : de la pilule à 15 ans jusqu'à la ménopause ou aux pathologies de la femme à 75 ans ! »

Des formations pour les médecins

L'Agence régionale de santé Normandie précise que les médecins généralistes de premier recours, qui ont bénéficié pendant leur formation d'un stage clinique dans un service de gynécologie obstétrique, peuvent assurer le suivi gynécologique des femmes. Il existe aussi un Diplôme Inter-Universitaire à l'UFR de Santé de Rouen pour les médecins généralistes visant à leur donner une formation complémentaire en gynécologie obstétrique. Actuellement, en Normandie, 210 sages-femmes exercent en libéral, dont 28 dans le cadre d'un Pôle de santé libéral ambulatoire. En Normandie, 12 internes de gynécologie et 55 internes de gynécologie obstétrique sont en formation. Entre 2013 et 2017, le nombre de postes ouverts aux choix des internes a suivi l'évolution nationale. Hausse du nombre de postes ouverts en gynécologie médicale, soit + 56 % au national (41 postes en 2013, 1 964 en 2017), + 50 % en Normandie ; et légère baisse du nombre de postes ouverts en gynécologie obstétrique : - 0,5 % au national (208 postes en 2013/197 postes en 2017) et - 0,9 % en Normandie.

ALAIN LEMARCHAND

a.lemarchand@presse-normande.com

d'information pour les femmes

La Normandie souffre du manque de gynécologues

« ON LAISSE LES FEMMES EN RASE CAMPAGNE ! »

Président du Syndicat national des gynécologues et obstétriciens de France (Syngof), **Bertrand de Rochambeau** déplore les révélations du quotidien *Le Monde* sur l'état de la gynécologie médicale en France. « Il y a des problèmes partout, en gynécologie obstétrique mais surtout en gynécologie médicale, une spécialité française qui existait depuis l'après-guerre et dont la filière a été arrêtée en 1987 car elle ne répondait pas aux normes européennes. La source s'est tarie. C'est une décision politique de ne pas augmenter la formation ou le numerus clausus des gynécologues obstétriciens pour compenser la gynécologie médicale qui va disparaître. C'est planifié par nos dirigeants. Depuis la loi de modernisation de la

santé de **Marisol Touraine**, en 2016, il est écrit que c'est l'État qui organise la santé. C'est le gouvernement qui prend ses choix. Nous, nous tirons la sonnette d'alarme depuis 15 ans ! » tempête Bertrand de Rochambeau. Ce qui inquiète le médecin, « c'est que de plus en plus des patients ne trouvent pas de gynécologue et quand les problèmes arrivent, elles finissent aux urgences ce qui n'est pas une bonne solution car elles sont renvoyées ensuite vers les consultations de ville. Nous avons trente départements où il n'y a plus de maternité privée car il n'y a plus de gynécologues. Dans le public, quand il n'y en a pas assez, on prend des médecins étrangers mais ils ne peu-

vent exercer dans le privé ! Nous sommes bien face à un désert médical ! » La substitution du travail de gynécologie par des médecins généralistes ou des sages-femmes laisse dubitatif le président du Syngof : « La filière créée en 2004 ne crée que 20 promos par an, les universitaires disent ne pas avoir les moyens de former et refusent que le privé le fasse ! On se bloque dans les deux spécialités, la pénurie est bien là ! Une sage-femme ne peut remplacer un médecin, quant aux généralistes, ils ne sont pas tous formés. C'est mentir de dire qu'ils vont nous remplacer alors qu'ils sont eux-mêmes en pénurie. On laisse aujourd'hui les femmes en rase campagne, c'est un très mauvais temps pour la médecine des femmes ! »



L'accouchement, le cœur du métier (photo d'illustration)

Les généralistes se mobilisent Une campagne d'information lancée

L'Union régionale des médecins libéraux Normandie lance une campagne d'information et de sensibilisation sur le suivi gynécologique des femmes par les médecins généralistes.

« Nous sommes en dehors de toute polémique syndicale ou corporatiste », prévient le docteur **Stéphane Pertuet**, membre de l'URML Normandie et médecin généraliste à **Barentin**. « Nous ne voulons pas biquer le boulot des gynécologues mais faire du bon boulot ensemble. Les gynécologues ont des choses à faire pour opérer les kystes des ovaires, les fibromes, les grossesses pathologiques, les cancers du col de l'utérus... Pour eux, les frottis ou le suivi banal de contraception ce n'est pas pour eux. Ils nous le disent ! Maintenant si le système de santé était plus cohérent, si chacun était à sa place, on n'aurait pas ces problèmes d'embouteillages, de délais d'attente... La Seine-Maritime est assez bien desservie avec une densité médicale assez favo-

nable, ce qui n'est pas le cas dans la Manche, l'Eure, le pays de Caux... » Pour lui, la gynécologie médicale peut être prise en charge par les généralistes, « ensuite, s'il le faut, on transfère à des spécialistes. 40 % de femmes n'ont jamais eu de frottis. Ceux qui défendent leur pré carré en disant que ce n'est pas le boulot des généralistes alors que les spécialistes ne veulent pas le faire, il y a comme un hiatus ! En Finlande, 85 % des femmes de plus de 30 ans ont un frottis tous les cinq ans. C'est le pays où il y a le plus faible taux de cancer de col de l'utérus. Si on arrivait en France à faire un frottis tous les 3-4 ans, on verrait la mortalité baisser et on parviendrait à éradiquer 90 % de ces cancers ! »

Les chiffres de la Normandie

Selon l'Atlas de la démographie médicale 2017 du Conseil national de l'Ordre des médecins, il reste en Normandie dans le secteur libéral :

- 10 gynécologues médicaux et 3 gynécologues obstétriques dans le Calvados
- 3 gynécologues médicaux et 2 gynécologues obstétriques dans l'Eure
- 5 gynécologues médicaux et 6 gynécologues obstétriques dans la Manche
- 1 gynécologue médical et 4 gynécologues obstétriques dans l'Orne
- 16 gynécologues médicaux en Seine-Maritime.
- Le nombre de praticiens est en baisse de 0,4 % sur toute la Normandie.
- Selon Statistis, au 1er janvier 2016, il y avait dans la région, tous secteurs confondus - dans le secteur libéral ou privé - 97 gynécologues médicaux et 89 gynécologues obstétriciens.